

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a été instamment prié de prendre des mesures contre les allégations de violations des droits de l'homme au Cameroun, enregistrées ces derniers mois.

Dans un rapport publié mardi 12 mars, le groupe de Human Rights Watch s'est déclaré alarmé par les actes répréhensibles commis contre les civils au Cameroun depuis l'escalade de la crise et a exhorté le Conseil de sécurité des Nations Unies à prendre des mesures urgentes.

Le groupe de défense des droits de l'homme a déclaré que le gouvernement camerounais avait fait un usage excessif de la force depuis que la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun s'est intensifiée avec la torture de civils et des exécutions extra judiciaires.

Toutes ces violations des droits qui durent depuis plus de deux ans ont attiré moins l'attention du Conseil de sécurité des Nations Unies ; et Human Rights Watch a maintenant chargé l'organisme de préserver sa crédibilité en accordant à la situation au Cameroun l'attention qu'elle mérite.

À plusieurs reprises, le Gouvernement camerounais a nié les informations faisant état de violations des droits de l'homme, tout en affirmant qu'il enquêterait et engagerait des poursuites contre tout membre des forces de défense et de sécurité du pays soupçonné de tels crimes.
